

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 27/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL JANY AURIOL

Gédoul
81120 Dénat

Références : 81-CARMIN-2024-47
Code AIOT : 0006802801

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement SARL JANY AURIOL implanté Taraval 81130 Villeneuve-sur-Vère. L'inspection a été annoncée le 04/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement. La précédente inspection a été réalisée le 6 décembre 2017.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL JANY AURIOL

- Taraval 81130 Villeneuve-sur-Vère
- Code AIOT : 0006802801
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation inspectée est une carrière de calcaire ayant pour usage la fabrication de chaux utilisée en tant qu'amendement agricole. Cette carrière est autorisée par arrêté préfectoral en date du 31 mars 2017 pour une production moyenne de 5 000 tonnes par an et sur une durée de 15 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Cote extraction	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article CE3-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Plan	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article CE 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Distances limites	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article SP 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès à la voirie	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article AP4	Sans objet
4	Conservation boisements périphériques	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article ME 1	Sans objet
5	Accès	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article SP 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas constaté de non-conformités majeures. En l'absence de plan d'exploitation, certaines prescriptions n'ont pu être vérifiées lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès à la voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article AP4
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la carrière
Prescription contrôlée : [...] L'accès à la carrière se fait directement depuis la RD 600. Dans le sens Albi-Cordes sur Ciel, un aménagement réalisé le long de la RD 600 permet aux poids-lourds se rendant sur la carrière de se rabattre sur le bas côté de cette route, pour laisser passer d'éventuels véhicules, avant de couper cette voie pour pénétrer sur le site;

Constats :
L'accès à la carrière se fait par la route départementale 600. Un aménagement a été réalisé sur le bas-côté, par l'exploitant propriétaire des parcelles le long de la départementale, permettant aux poids-lourds de couper la route en sécurité afin de pouvoir pénétrer sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cote extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article CE3-2
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
Prescription contrôlée :
L'épaisseur du gisement restant à exploiter est de 8 m et la cote minimale du carreau de l'extraction est fixée à 269 m NGF. [...]
Constats :
En l'absence de plan d'exploitation, il n'a pu être vérifié la cote d'extraction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournira dans un délai d'un mois un plan d'exploitation à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article CE 5
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
Prescription contrôlée :
<p>L'exploitant établit un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la bande de 10 m à préserver à l'intérieur et en périphérie du périmètre autorisé ; - les pentes des pistes utilisées pour l'exploitation. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
Constats :

Au jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de plan topographique de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de fournir dans un délai d'un mois, un plan d'exploitation à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Conservation boisements périphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article ME 1
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée :
L'exploitant conserve les boisements situés sur la parcelle de l'exploitation cadastrée section ZC n° 129 de la commune de Villeneuve sur Vère. L'exploitant conserve également les boisements situés sur la parcelle cadastrée section ZC n° 155 (au Nord-Ouest du site) de la commune de Villeneuve sur Vère, dont il est propriétaire.
Constats :
L'exploitant a conservé les boisements respectivement situés sur les parcelles n°129 et n°155.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article SP 1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la carrière
Prescription contrôlée :
Le site est clôturé. [...]Un portail ou une barrière est installé à l'entrée du site.L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.Une signalisation adaptée est disposée sur la RD 600 de part et d'autre de l'accès à la carrière.
Constats :
Le site est clôturé par des barbelés aux endroits "accessibles" côté route. Les autres zones sont rendues inaccessibles par la pente du terrain. Des panneaux "chantier interdit au public" sont présents le long de cette clôture. Le site est fermé par une barrière à l'entrée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Distances limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article SP 2
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
Prescription contrôlée : Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. [...]
Constats : En l'absence de plan, il n'a pu être vérifié avec exactitude le respect de la bande des 10 mètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection dans un délai d'un mois un plan d'exploitation à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois